



Intervention parlementaire

Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention : 283-2025
Type d'intervention : Interpellation
Motion ayant valeur de directive : ☐
N° d'affaire : 2025.GRPARL.1346

Déposée le : 10.11.2025

Motion de groupe : Non
Intervention de l'organe du GC : Non
Déposée par : von Arx (Spiegel b. Bern, PVL) (porte-parole)

Cosignataires : 0

Urgence demandée : Oui
Urgence accordée : Oui 27.11.2025

N° d'ACE : 128/2026 du 11 février 2026
Direction : Direction de la santé, des affaires sociales et de l'intégration
Classification : Non classifié

Centres d'hébergement d'urgence : la Direction des affaires sociales de la ville de Berne se fixe-t-elle ses propres règles ?

Il existe plusieurs centres d'hébergement d'urgence en ville de Berne. Cette offre précieuse est prévue pour les gens en situation d'urgence nécessitant un hébergement. Certaines de ces structures s'adressent à des groupes spécifiques, p. ex. aux personnes FINTA ou aux jeunes. Le canton soutient financièrement l'exploitation de ces hébergements d'urgence, mais impose aussi des règles concernant l'offre, par exemple le public à qui celle-ci s'adresse. Pour certains groupes de personnes, qui ont besoin d'un toit pour plus qu'une ou deux nuits, ce sont d'autres offres, auprès d'autres institutions, qui sont prévues. La bonne collaboration entre les institutions en fonction des tâches qui leur sont assignées est une condition sine qua non pour que les personnes dans le besoin reçoivent une aide ciblée et que l'État puisse gérer l'offre d'assistance.

L'émission « Schweiz aktuell » du 6 novembre 2025 a rapporté que plusieurs des centres d'hébergement d'urgence de la ville de Berne n'étaient pas exploités dans le respect du droit en vigueur¹. Des personnes qui ont besoin d'un hébergement pour plusieurs nuits et qui devraient normalement être redirigées vers une autre institution compétente restent dans ces structures d'accueil. Conséquence : le taux d'occupation présenté est trompeur, d'autant plus qu'il est très élevé et dépasse parfois les 100 %. Dès lors, cette suroccupation doit être imputée à des facteurs internes. En outre, les moyens financiers ne sont plus utilisés conformément à leur affectation. La Direction des affaires sociales de la ville de Berne semble être au courant de ce problème, mais ne montre aucune intention d'intervenir. Elle semble plutôt tolérer, voire défendre en toute connaissance de cause ce non-respect des règles cantonales.

¹ Voir <https://www.srf.ch/play/tv/-/video/-?urn=urn:srf:video:589ac2b0-c018-4ad5-badf-2d9185cefd8c> (en allemand).

Le même jour, la directrice des affaires sociales de la ville de Berne s'est exprimée devant le Conseil de ville en avançant qu'il serait contraire à la Constitution fédérale² d'annoncer les personnes à la recherche d'un hébergement d'urgence à la police des étrangers³.

D'un point de vue cantonal, cette attitude soulève diverses questions sur l'État de droit, sur la responsabilité, sur le financement ainsi que sur la protection des personnes vulnérables.

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Qui a conclu quels contrats de prestations en lien avec les centres d'hébergement d'urgence sis en ville de Berne ?
2. Quelles prescriptions le canton impose-t-il aux centres d'hébergement d'urgence sis en ville de Berne ? Quelles prescriptions impose-t-il à la ville de Berne elle-même ? Merci de joindre à la réponse à cette interpellation les éventuels contrats de prestations conclus avec le canton de Berne.
3. Quel est le montant des indemnités cantonales versées à la ville de Berne pour ses centres d'hébergement d'urgence (compensation des charges incluse) ? Merci de joindre à la réponse à cette interpellation les éventuelles décisions rendues en matière de droits à la compensation des charges.
4. Le Conseil-exécutif est-il d'avis que les centres d'hébergement d'urgence de la ville de Berne ainsi que la ville de Berne ont rempli les prescriptions établies ? Dans le cas contraire, le Conseil-exécutif part-il du principe qu'il s'agit d'inadvertances ? Qui, à la ville de Berne, assume la responsabilité politique et qui la responsabilité opérationnelle du respect de ces prescriptions ?
5. Quelles sont les conséquences pour la ville de Berne si elle ne respecte pas lesdites prescriptions ? Quelles sont les conséquences pour les exploitantes et exploitants de centres d'hébergement d'urgence ?
6. Quelles mesures le Conseil-exécutif prend-il pour garantir que ses prescriptions soient respectées à l'avenir par les centres d'hébergement d'urgence en ville de Berne ?
7. Le canton de Berne apporte-t-il également un soutien financier à des centres d'hébergement d'urgence sis dans d'autres communes ? Si oui, les prescriptions cantonales y sont-elles respectées ?
8. Un des nouveaux centres d'hébergement d'urgence en ville de Berne accueille spécifiquement les femmes/FINTA. Cette structure a-t-elle déjà dû refuser des personnes FINTA parce que les lits étaient occupés par des personnes dont l'hébergement aurait dû être pris en charge par une autre institution ?
9. Quelles prescriptions particulières s'appliquent aux centres d'hébergement d'urgence pour les jeunes (p. ex. annonce de violence et d'abus) ? Ces prescriptions, en particulier celles concernant la protection des jeunes, ont-elles été systématiquement appliquées en ville de Berne ces dernières années, à savoir dans l'hébergement d'urgence pour jeunes Pluto ?

² Concrètement, elle a évoqué l'article 12 (Droit d'obtenir de l'aide dans des situations de détresse) : « Quiconque est dans une situation de détresse et n'est pas en mesure de subvenir à son entretien a le droit d'être aidé et assisté et de recevoir les moyens indispensables pour mener une existence conforme à la dignité humaine. »

³ Cf. <https://www.bernerzeitung.ch/obdachlose-in-bern-stadtrat-streitet-ueber-aufenthaltsstatus-729234049492>.

10. Le Conseil-exécutif peut-il exclure que dans la ville de Berne, des membres de bandes criminelles sans droit de séjour passent la nuit dans des hébergements d'urgence financés par le canton de Berne ou la compensation des charges, leur identité n'ayant pas été vérifiée correctement ?
11. À quelles obligations sont soumis les autres États, ou leurs représentations consulaires, lorsque de ressortissantes et ressortissants de leur pays sont tributaires d'un hébergement d'urgence en Suisse ? Par quels moyens la ville de Berne pourrait-elle faire respecter ces obligations ?
12. Quels seraient les avantages, par exemple pour la gestion de l'offre, de recenser le nombre de nuits consécutives durant lesquelles chaque personne fréquente les hébergements d'urgence de la ville de Berne ?
13. Quelles dispositions, dans le cadre des hébergements d'urgence, s'appliquent aussi lorsque la ville de Berne finance elle-même « ses » centres d'hébergement d'urgence ?
14. Le Conseil-exécutif partage-t-il l'interprétation de la Constitution fédérale faite par la directrice des affaires sociales de la ville de Berne ?

Motivation de l'urgence : selon le reportage mentionné, il se pourrait que la ville de Berne ne respecte pas ses obligations en lien avec l'exploitation des hébergements d'urgence. Il faut donc clarifier au plus vite ce qu'il en est et en informer le Grand Conseil.

Réponse du Conseil-exécutif

Le canton participe au financement des hébergements d'urgence dans le cadre des autorisations qu'il octroie conformément à l'article 32, alinéa 1, lettre f en relation avec l'article 120, alinéa 1, lettre c de la loi sur les programmes d'action sociale (LPASoc)⁴. La Direction de la santé, des affaires sociales et de l'intégration (DSSI) habilite les communes à mettre en place une offre dans le domaine de l'hébergement des sans-abri et du logement encadré ou accompagné ou à en déléguer la fourniture à une institution. Les coûts correspondants peuvent être portés à la compensation des charges du secteur social par la commune jusqu'à concurrence du plafond convenu. Le canton prend en charge 50 % des coûts et les 50 % restants sont supportés par l'ensemble des communes conformément à la clé de répartition pour la compensation des charges.

L'offre d'hébergement d'urgence dans les villes de Berne, Bienne et Thoun a évolué comme suit au cours des six dernières années.

Ville de Berne

Année	Institution	Nb de places	Taux d'occupation
2020	Foyer de passage, Armée du Salut	50	83,5 %
2021	Foyer de passage, Armée du Salut	50	99,8 %
2022	Foyer de passage, Armée du Salut	50	122,9 % ⁵
2023	Foyer de passage, Armée du Salut	50	134 % ⁶

⁴ RSB 860.2

⁵ En raison de la forte demande, le Foyer de passage a temporairement mis à disposition dix places provisoires supplémentaires hors autorisation. Il a en outre lancé le projet pilote Pluto à partir de mai 2022 (financé par des dons).

⁶ Voir note précédente

2024	Foyer de passage, Armée du Salut	60	113 % ⁷
	Hébergement d'urgence Tiefenau, Armée du Salut (seulement en hiver)	20	98 %
2025	Foyer de passage, Armée du Salut	60	106 % ⁸
	Hébergement d'urgence Tiefenau, Armée du Salut (seulement en hiver)	20	non disponible
	Hébergement d'urgence de Berne pour personnes FINTA ⁹ , Armée du Salut	18	non disponible
	Pluto, centre d'hébergement d'urgence pour jeunes ; association « Rêves sûrs - Sichere Traüme »	9	non disponible

Ville de Bienne

Année	Institution	Nb de places	Taux d'occupation
2020	Foyer de passage, Armée du Salut	25	72 %
	Sleep-in	29	61,6 %
2021	Foyer de passage, Armée du Salut	25	70 %
	Sleep-in	29	74,1 %
2022	Foyer de passage, Armée du Salut	23 ¹⁰	92 %
	Sleep-in	29	79 %
2023	Foyer de passage, Armée du Salut	23	98,5 %
	Sleep-in	29	87,6 %
2024	Foyer de passage, Armée du Salut	23	94,4 %
	Sleep-in	31	86,5 %
2025	Foyer de passage, Armée du Salut	23	non disponible
	Sleep-in	31	non disponible

Ville de Thoune

Année	Institution	Nb de places	Taux d'occupation
2020	Foyer de passage, Armée du Salut	17	72 %
	Hébergement d'urgence Thoune, Verein Wohnhilfe	12	37,3 %
2021	Foyer de passage, Armée du Salut	15	84,4 %
	Hébergement d'urgence Thoune, Verein Wohnhilfe	12	28,7 %
2022	Foyer de passage, Armée du Salut	15	87,5 %
	Hébergement d'urgence Thoune, Verein Wohnhilfe	12	41,7 %
2023	Foyer de passage, Armée du Salut	15	107 %
	Hébergement d'urgence Thoune, Verein Wohnhilfe	12	68,7 %
2024	Foyer de passage, Armée du Salut	15	108 %
	Hébergement d'urgence Thoune, Verein Wohnhilfe	12	74,4 %

⁷ Suite à une rénovation, dix places supplémentaires ont été autorisées et, au besoin, l'institution met à disposition dix places supplémentaires hors autorisation.

⁸ Du 1^{er} au 3^e trimestre 2025

⁹ FINTA est un acronyme désignant les femmes ainsi que les personnes intersexes, non binaires, transgenres ou agenres.

¹⁰ Réduction du nombre de lits pour mettre en place une salle destinée aux malades et aux urgences

2025	Foyer de passage, Armée du Salut	15	non disponible
	Hébergement d'urgence Thoun, Verein Wohnhilfe	12	non disponible

Dans les centres d'hébergement d'urgence de l'Armée du Salut, la contribution aux frais des usagers et usagers s'élève, par nuit, à 15 francs pour l'hébergement et le petit-déjeuner. Elle est de 5 francs pour une nuitée dans le centre d'hébergement provisoire de Tiefenau (qui fonctionne la nuit uniquement). Dans des cas justifiés (cas de rigueur), l'Armée du Salut réduit ou ne facture pas les frais d'hébergement. La nuitée dans le centre d'hébergement d'urgence pour jeunes Pluto (ville de Berne) est gratuite.

Avant de répondre aux questions de l'interpellation, le gouvernement souhaite souligner le fait que, jusqu'en 2024, le canton n'exigeait pas des institutions qu'elles remettent des données détaillées relatives aux personnes recourant aux hébergements d'urgence. Suite aux adaptations des critères d'accès, la DSSI relève depuis 2025 les données de pilotage détaillées au moyen des formulaires de révision (cf. réponse à la question 4).

1. Qui a conclu quels contrats de prestations en lien avec les centres d'hébergement d'urgence sis en ville de Berne ?

La DSSI a en principe connaissance des contrats de prestations qui ont un lien direct avec les autorisations du canton de Berne octroyées à la ville de Berne dans le domaine de l'hébergement des sans-abri et du logement encadré ou accompagné. Pour la période d'autorisation en cours (2024-2027), on recense les contrats suivants :

Institution	Nb de places
Foyer de passage, Armée du Salut	60
Hébergement d'urgence de Berne pour personnes FINTA, Armée du Salut	18
Hébergement d'urgence Tiefenau, Armée du Salut (seulement en hiver)	20
Pluto, centre d'hébergement d'urgence pour jeunes ; association « Rêves sûrs - Sichere Traüme »	9

Par ailleurs, la ville de Berne dispose d'un hébergement d'urgence, « Sleeper », proposant 20 places (14 pour les hommes, 6 pour les femmes) et entièrement financé par les recettes du bar « DEAD END » et des dons.

Le centre d'hébergement d'urgence pour jeunes Pluto, pour sa part, a conclu un contrat de prestations non seulement avec la DSSI, mais aussi avec l'Office des mineurs (OM) pour les personnes de moins de 18 ans qui ont un tel besoin. Le financement relève de la loi sur les prestations particulières d'encouragement et de protection destinées aux enfants (LPEP), l'offre nécessitant une autorisation d'exploiter délivrée par l'OM (cf. réponse à la question 9).

2. Quelles prescriptions le canton impose-t-il aux centres d'hébergement d'urgence sis en ville de Berne ? Quelles prescriptions impose-t-il à la ville de Berne elle-même ? Merci de joindre à la réponse à cette interpellation les éventuels contrats de prestations conclus avec le canton de Berne.

Il n'existe aucun contrat de prestations entre le canton de Berne et la ville de Berne dans ce domaine. Comme indiqué en préambule, le canton habilite les communes à mettre en place une offre dans le domaine de l'hébergement des sans-abri et du logement encadré ou accompagné ou à en déléguer la fourniture à une institution.

La DSSI autorise la ville de Berne à fournir des prestations d'hébergement d'urgence par voie de décision (cf. pièce jointe), sous réserve du respect des conditions suivantes (cf. chiffres 2.1 à 2.7)¹¹ :

- La commune pilote les prestataires et garantit que les offres soient mises en œuvre conformément aux dossiers de demande soumis et aux stratégies des différents fournisseurs de prestations.
- La commune est responsable du pilotage de l'offre et de la vérification du respect des exigences qualitatives et financières incombant aux prestataires tant du point de vue contractuel que législatif.
- Les offres sont en principe ouvertes à tout le monde, mais sont en priorité destinées aux personnes domiciliées dans le canton de Berne et qui sont dans le besoin (qu'elles bénéficient ou non de l'aide sociale matérielle). Les personnes domiciliées dans d'autres cantons se voient facturer les coûts complets. Celles qui disposent de revenus et/ou d'un patrimoine suffisants constituent l'exception parmi les usagères et usagers. Il convient de prévoir, dans la structure tarifaire, un prix plus élevé pour ces personnes que pour celles qui sont dans le besoin.
- Disposition supplémentaire applicable au centre d'hébergement de Tiefenau et au centre d'hébergement d'urgence pour jeunes Pluto : les centres d'hébergement d'urgence sont ouverts aux personnes autorisées à séjourner dans le canton de Berne ou dans le reste de la Suisse. Les personnes sans titre de séjour dans le canton de Berne ni dans le reste de la Suisse ne peuvent en principe pas être accueillies dans le cadre financé par la décision. L'hébergement de ces personnes doit se limiter à des cas exceptionnels motivés (p. ex. si leur vie est menacée) et à de très courts séjours, en principe d'une nuit. Les données correspondantes doivent figurer dans les formulaires de révision destinés à l'Office de l'intégration et de l'action sociale (OIAS).
- Chaque année avant le 31 mars de l'exercice suivant, la commune rend compte à l'OIAS de la mise à disposition de l'offre en lui remettant les formulaires de révision et de rapport (conformément aux documents fournis par la DSSI). D'autres informations sont transmises au canton en cas de besoin.
- L'offre est conforme aux besoins. Le taux de recours à l'offre est indiqué dans les rapports remis à la DSSI.
- La commune peut procéder à des transferts dans le cadre du montant total autorisé pendant la période 2024-2027 uniquement dans des cas dûment motivés et avec l'accord préalable écrit de l'OIAS. Peuvent être concernés des éléments de la rétribution en faveur des prestataires ou encore un changement effectif de fournisseur de prestations.

La DSSI prévoit, à compter de la période d'autorisation 2028-2031, d'étendre à l'ensemble des centres d'hébergement la disposition actuellement applicable au centre Pluto et à celui de Tiefenau restreignant l'accueil des personnes sans titre de séjour dans le canton de Berne ni dans le reste de la Suisse. Les personnes dont la vie serait menacée pourraient toutefois continuer d'être hébergées pour une courte durée (une nuit en principe).

3. *Quel est le montant des indemnités cantonales versées à la ville de Berne pour ses centres d'hébergement d'urgence (compensation des charges incluse) ? Merci de joindre à la réponse à cette interpellation les éventuelles décisions rendues en matière de droits à la compensation des charges.*

À compter de 2026, le plafond de coûts autorisé pour les places en hébergement d'urgence de la ville de Berne se monte à 2,89 millions de francs :

¹¹ Traduits pour les besoins du présent texte

Institution	Montant autorisé ¹²
Foyer de passage, Armée du Salut	CHF 0,98 mio
Hébergement d'urgence de Berne pour personnes FINTA, Armée du Salut	CHF 0,91 mio
Hébergement d'urgence Tiefenau, Armée du Salut (seulement en hiver)	CHF 0,49 mio
Pluto, centre d'hébergement d'urgence pour jeunes ; association « Rêves sûrs - Sichere Traüme »	CHF 0,51 mio

Il s'agit de montants avant compensation des charges. Cela signifie que la moitié des montants effectivement décomptés est imputée au canton de Berne dans la limite du plafond de coûts autorisé.

Les prestations relevant de la LPEP sont rétribuées conformément à l'ordonnance sur les prestations particulières d'encouragement et de protection destinées aux enfants (OPEP)¹³, lorsqu'elles ont effectivement été fournies.

4. *Le Conseil-exécutif est-il d'avis que les centres d'hébergement d'urgence de la ville de Berne ainsi que la ville de Berne ont rempli les prescriptions établies ? Dans le cas contraire, le Conseil-exécutif part-il du principe qu'il s'agit d'inadvertances ? Qui, à la ville de Berne, assume la responsabilité politique et qui la responsabilité opérationnelle du respect de ces prescriptions ?*

En ville de Berne, la responsabilité politique en matière de respect des prescriptions est assumée par le Conseil municipal et par le Conseil de ville. Au niveau opérationnel, c'est la Direction de l'éducation, des affaires sociales et du sport qui est compétente.

Le Conseil-exécutif estime que les conditions fixées dans le cadre de la période d'autorisation actuelle ont été remplies par la ville de Berne. Comme mentionné dans la réponse à la deuxième question, la DSSI envisage de préciser les critères d'accès aux hébergements d'urgence à compter de la période 2028-2031, de sorte que, en principe, seules les personnes titulaires d'un droit de séjour dans le canton de Berne ou dans le reste de la Suisse seront admises. L'hébergement de personnes sans titre de séjour doit se limiter à des cas exceptionnels motivés (p. ex. si leur existence est menacée) et être de très courte durée, d'une nuit en principe.

Le formulaire de révision ayant été adapté en 2025, tous les centres d'hébergement d'urgence doivent désormais indiquer si leurs usagers et usagers sont domiciliés dans le canton de Berne ou dans un autre canton ou s'ils ne disposent d'aucun domicile en Suisse. En outre, il convient de préciser le titre de séjour (nationalité suisse, permis B, permis C, etc.) et le nombre de nuitées.

5. *Quelles sont les conséquences pour la ville de Berne si elle ne respecte pas lesdites prescriptions ? Quelles sont les conséquences pour les exploitantes et exploitants de centres d'hébergement d'urgence ?*

Conformément aux dispositions de l'autorisation, la ville de Berne pourrait se voir partiellement ou entièrement interdire de porter les dépenses encourues à la compensation des charges. Les conséquences pour les exploitantes et exploitants des centres d'hébergement d'urgence dépendent de la réaction de la commune sanctionnée. Si, par la suite, la commune en question continuait de financer intégralement l'offre, les exploitantes et exploitants n'encourraient aucune conséquence.

¹² Période d'autorisation 2024-2027

¹³ RSB 213.319.1

6. *Quelles mesures le Conseil-exécutif prend-il pour garantir que ses prescriptions soient respectées à l'avenir par les centres d'hébergement d'urgence en ville de Berne ?*

La DSSI examine, sur la base des rapports annuels, si les prescriptions ont été respectées ou non. Comme mentionné dans la réponse à la quatrième question, la ville de Berne a rempli les charges qui lui incombent conformément à l'autorisation pour la période 2024-2027.

7. *Le canton de Berne apporte-t-il également un soutien financier à des centres d'hébergement d'urgence sis dans d'autres communes ? Si oui, les prescriptions cantonales y sont-elles respectées ?*

Comme indiqué en préambule, la DSSI habilite, outre la ville de Berne, les villes de Bienne et de Thounne à mettre à disposition des places d'hébergement d'urgence comme suit :

Ville (institutions)	Montant autorisé ¹⁴
Bienne (Foyer de passage Bienne et Sleep-in)	env. CHF 1,0 mio
Thounne (Foyer de passage et Verein Wohnhilfe)	env. CHF 0,85 mio

Les charges prévues dans le cadre de la période d'autorisation en cours ont également été remplies par les villes de Bienne et de Thounne.

8. *Un des nouveaux centres d'hébergement d'urgence en ville de Berne accueille spécifiquement les femmes/FINTA. Cette structure a-t-elle déjà dû refuser des personnes FINTA parce que les lits étaient occupés par des personnes dont l'hébergement aurait dû être pris en charge par une autre institution ?*

Non. Selon les déclarations du centre d'hébergement d'urgence pour personnes FINTA, ce cas de figure ne s'est jamais présenté à ce jour.

9. *Quelles prescriptions particulières s'appliquent aux centres d'hébergement d'urgence pour les jeunes (p. ex. annonce de violence et d'abus) ? Ces prescriptions, en particulier celles concernant la protection des jeunes, ont-elles été systématiquement appliquées en ville de Berne ces dernières années, à savoir dans l'hébergement d'urgence pour jeunes Pluto ?*

Le centre d'hébergement d'urgence pour jeunes Pluto bénéficie depuis le 27 mai 2025 d'une autorisation d'exploiter délivrée par l'OM, assortie de diverses charges et d'une durée limitée au 16 mai 2027.

Conformément à l'article 27 de l'ordonnance sur la surveillance des institutions résidentielles et des prestations ambulatoires destinées aux enfants (OSIPE)¹⁵, l'institution résidentielle doit communiquer sans délai à l'OM les changements importants ainsi que tout comportement transgressif. À cet effet, il est impératif de tenir compte du guide de calcul pour la participation aux coûts de l'OM ainsi que des directives relatives aux annonces, aux autorisations et à la surveillance en matière de prestations résidentielles et ambulatoires destinées aux enfants et aux jeunes. Les deux documents explicitent l'obligation d'annoncer et définissent les événements qui y sont soumis.

Le centre en question était déjà en contact avec l'OM durant la phase pilote et lui a fait part de situations difficiles impliquant des usagères et usagers. Outre ces événements, l'OM

¹⁴ Période d'autorisation 2024-2027, croissance annuelle de la masse salariale en sus

¹⁵ RSB 213.319.2

communiquent régulièrement avec l'institution pour s'assurer que les abus sont gérés de manière appropriée.

10. Le Conseil-exécutif peut-il exclure que dans la ville de Berne, des membres de bandes criminelles sans droit de séjour passent la nuit dans des hébergements d'urgence financés par le canton de Berne ou la compensation des charges, leur identité n'ayant pas été vérifiée correctement ?

Cette hypothèse ne peut pas être entièrement exclue. La DSSI part cependant du principe que, dans le domaine de l'hébergement d'urgence également, les fournisseurs de prestations travaillent de manière professionnelle, qu'ils ont de bons rapports avec les bénéficiaires de leurs infrastructures et qu'ils prennent les mesures requises en cas de soupçons. Cette problématique sera réglée à compter de la période d'autorisation 2028-2031 et de l'introduction des restrictions d'accès prévues (cf. réponses aux questions 2 et 4).

11. À quelles obligations sont soumis les autres États, ou leurs représentations consulaires, lorsque de ressortissantes et ressortissants de leur pays sont tributaires d'un hébergement d'urgence en Suisse ? Par quels moyens la ville de Berne pourrait-elle faire respecter ces obligations ?

Selon nos suppositions, cette question découle d'une déclaration de Corina Liebi (PVL) et qui a été citée dans différents articles de presse du 6 novembre 2025. D'après cette députée de la ville de Berne, ce sont les ambassades respectives des personnes ressortissant des États de l'UE et de l'AELE qui seraient en principe compétentes en matière d'hébergement. Or celles-ci ne participeraient actuellement pas du tout au financement des places en question.

Le canton ne sait pas sur quelles bases légales Madame Liebi se fonde, ni dans quelle mesure une obligation de financement en découlerait pour les États de l'UE et de l'AELE. Conformément à la Convention de Vienne sur les relations consulaires, les obligations des représentations consulaires des autres États – y compris ceux situés en dehors de l'UE/AELE – englobent en premier lieu la protection consulaire ainsi que le secours et l'assistance à leurs ressortissantes et ressortissants. La teneur de cette aide est à définir au cas par cas. Le Conseil-exécutif ne peut livrer aucune appréciation d'ordre général à ce sujet. La plupart du temps, en cas de situation de détresse financière passagère, les ambassades et les consulats donnent des conseils concernant les virements vers la Suisse et accordent des prêts d'urgence remboursables pour financer le rapatriement, pour apporter une aide transitoire en attendant la première possibilité de retour ou pour couvrir les frais d'hospitalisation et de consultation médicale.

Le droit d'obtenir de l'aide dans des situations de détresse (s'agissant des prestations en nature telles que l'alimentation, le logement, les vêtements et les soins de santé) est réglé à l'article 12 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse (Cst.)¹⁶. L'octroi de cette aide aux personnes qui séjournent en Suisse est du ressort des communes compétentes du canton de domicile, conformément à l'article 115 Cst. en relation avec l'article 15 de la loi sur l'aide sociale (LASoc)¹⁷. Cette règle s'applique également aux ressortissantes étrangères et aux ressortissants étrangers qui se trouvent dans une situation d'extrême détresse.

Par définition, les personnes relevant du domaine de l'asile et des réfugiés qui demandent un lit dans un centre d'hébergement d'urgence alors qu'elles disposent déjà d'une place financée (p. ex. dans un centre d'hébergement collectif, un logement ou un centre de retour) ne peuvent

¹⁶ RS 101

¹⁷ RSB 860.1

pas invoquer l'article 12 Cst. au titre de l'aide dans des situations de détresse puisqu'un hébergement est déjà mis à leur disposition et qu'elles ne se trouvent donc pas dans une situation de détresse.

12. Quels seraient les avantages, par exemple pour la gestion de l'offre, de recenser le nombre de nuits consécutives durant lesquelles chaque personne fréquente les hébergements d'urgence de la ville de Berne ?

Le relevé de ces données pourrait permettre de vérifier si l'offre est bel et bien utilisée au titre d'une place d'hébergement d'urgence et si la durée de séjour maximale de trois mois est respectée. En outre, la saisie de la durée de séjour pourrait, dans une certaine mesure, renseigner sur une éventuelle pénurie de logements à déplorer ou, à l'inverse, un besoin non couvert en logements encadrés ou accompagnés.

13. Quelles dispositions, dans le cadre des hébergements d'urgence, s'appliquent aussi lorsque la ville de Berne finance elle-même « ses » centres d'hébergement d'urgence ?

Aucune disposition cantonale ne s'applique aux communes qui financent leurs places d'hébergement d'urgence en toute autonomie.

14. Le Conseil-exécutif partage-t-il l'interprétation de la Constitution fédérale faite par la directrice des affaires sociales de la ville de Berne ?

La Directrice de l'éducation, des affaires sociales et du sport de la ville de Berne a affirmé dans les médias que le fait d'annoncer les personnes à la recherche d'un hébergement d'urgence à la Police des étrangers contreviendrait à la Constitution fédérale. Ce critère ne figure pas dans les autorisations délivrées par le canton.

Destinataire

– Grand Conseil

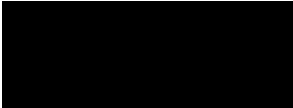
Annexes

– Autorisations délivrées aux villes de Berne, Bienne et Thoune



Gesundheits-, Sozial- und Integrationsdirektion
Amt für Integration und Soziales
Abteilung Behinderung, Familie und Opferhilfe (BFO)

Rathausplatz 1
Postfach
3000 Bern 8
+41 31 633 78 11
info.ais.gsi@be.ch
www.be.ch/gsi



GSI-AIS, Rathausplatz 1, Postfach, 3000 Bern 8

EINSCHREIBEN
Stadt Bern
Direktion für Bildung, Soziales und Sport
Sozialamt
[Redacted]
Schwarztorstrasse 71
3007 Bern

28. November 2024

Ermächtigung für die Zulassung von Aufwendungen zum Lastenausgleich im Bereich Obdach/Wohnen
ERSETZT VERFÜGUNG VOM 14. MÄRZ 2024

Sehr geehrte Damen und Herren

In oben genannter Angelegenheit ergibt sich aus den vorliegenden Akten Folgendes:

A. Sachverhalt

Mit Eingaben vom 13. Februar 2024 und 11. Juli 2024 stellten Sie während der laufenden Ermächtigungsperiode (2024 – 2027) Gesuche um Erhöhung des lastenausgleichsberechtigten Betrages im Bereich Obdach und Wohnen. Gemäss Art. 32 Abs. 1 Bst. f SLG i.V.m. Art. 120 Abs. 1 Bst. c SLG können die anrechenbaren Aufwendungen im Bereich Obdach und Wohnen im Rahmen der Ermächtigung des AIS dem Lastenausgleich Soziales zugeführt werden.

Es handelt sich um folgende zusätzliche Angebote, für die Sie um eine Aufnahme in die laufende Ermächtigung ersuchen:

- Verein rêves sûrs, Pluto – Notschlafstelle für junge Menschen
- Stiftung Heilsarmee Schweiz, Notschlafstelle Tiefenau für Männer
- Stiftung Heilsarmee Schweiz, Notschlafstelle Tiefenau für Frauen

Folgende Kennzahlen werden für die Finanzierung dieser zusätzlichen Angebote geltend gemacht:

Kostenträger: Stadt Bern	Aufwendungen in CHF/Jahr
Zusätzlich beantragter Betrag für die Zulassung zum Lastenausgleich im Jahr 2025	1'317'953.00 (inkl. Lohnsummenwachstum 2025)
Zusätzlich zum Betrag für das Jahr 2025 beantragter Betrag für die Zulassung zum Lastenausgleich in den Jahren 2026 und 2027	560'145.00 (zuzüglich Lohnsummenwachstum 2026 und 2027)

Die zusätzlichen Kosten für das **Jahr 2025** setzen sich wie folgt zusammen:

Leistungserbringer/in		Aufwendungen in CHF/Jahr (inkl. Lohnsummenwachstum 2025)
Verein rêves sûrs	Pluto – Notschlafstelle für junge Menschen 7 Plätze + 2 Notbetten	379'493.00
Stiftung Heilsarmee Schweiz	2 Notschlafstellen Tiefenau, 1 für Männer und 1 für Frauen Total 38 Plätze	938'460.00

Die zusätzlichen Kosten für die **Jahre 2026 und 2027** setzen sich wie folgt zusammen:

Leistungserbringer		Aufwendungen in CHF/Jahr (zuzüglich Lohnsummenwachstum 2026 und 2027)
Verein rêves sûrs	Pluto – Notschlafstelle für junge Menschen 7 Plätze + 2 Notbetten	126'497.00
Stiftung Heilsarmee Schweiz	2 Notschlafstellen Tiefenau, 1 für Männer und 1 für Frauen Total 38 Plätze	433'648.00

Die Mehrkosten entstehen durch die Finanzierung des Ausbaus der Notschlafplätze, der durch die steigende Zahl obdachloser Menschen notwendig geworden ist. Mit den neuen Angeboten wird der Bedarf quantitativ gedeckt und dem Bedarf wird durch die Zielgruppenspezifika qualitativ besser entsprochen.

Aus folgenden Gründen liegen die Kosten ab dem Jahr 2026 höher als im Jahr 2025:

Pluto – Notschlafstelle für junge Menschen wird bis Ende März 2025 über Spenden finanziert. Die Finanzierung durch die öffentliche Hand beginnt daher erst ab April 2025. Die zwei Notschlafstellen Tiefenau werden im Winter 2024/2025 als Notbetrieb geführt und erst nach einer Umbauphase ab ca. Juni 2025 regulär betrieben. Dies führt zu tieferen Betriebskosten im Jahr 2025.

Der bisherige, mit Verfügung vom 14. März 2024 bewilligte Betrag von **CHF 3'691'470.00**, der im Rahmen der Ermächtigung des AIS im Bereich Obdach und Wohnen dem Lastenausgleich zugeführt werden kann, setzt sich wie folgt zusammen:

Leistungserbringer/in		Betrag im Lastenausgleich ab 2024 in CHF (ab 2025 zuzüglich Lohnsummenwachstum)
Stiftung Heilsarmee Schweiz	Passantenheim: 60 Plätze Begleitetes Wohnen: 74 Plätze	1'440'583.00
Verein AKiB	BWD Albatros: 12 Plätze	432'063.00

Verein Wohnen Bern	Betreutes Wohnen: 64 Plätze Begleitetes Wohnen: 60 Plätze	1'818'824.00
--------------------	--	---------------------

B. Begründung

1. Gesetzliche Grundlagen

Gemäss dem Gesetz über die sozialen Leistungsangebote (SLG)¹ stellen der Kanton und die Gemeinden soziale Leistungsangebote in Ergänzung zur privaten Initiative, zu Leistungen der Sozialversicherungen sowie zu anderen Leistungsformen nur soweit bereit und finanzieren sie, als dies zur Sicherstellung eines bedarfsgerechten Angebots nötig ist (Art. 4 SLG). Der Kanton steuert die erforderlichen sozialen Leistungsangebote (Art. 5 SLG). Die Gemeinden können soziale Leistungsangebote in Koordination mit dem Kanton in den gemeinsamen Zuständigkeitsbereichen erbringen (Art. 6 Abs. 1 Bst. b SLG). Nach Art. 15 Abs. 1 SLG stellt die kantonale Gesundheits-, Sozial- und Integrationsdirektion (GSI) im Rahmen der strategischen Vorgaben des Regierungsrates und der verfügbaren Mittel die erforderlichen sozialen Leistungsangebote bereit. Zu diesem Zweck kann die GSI auch Gemeinden zur Bereitstellung von sozialen Leistungsangeboten ermächtigen (Art. 15 Abs. 2 Bst. d SLG) und dabei – in Erfüllung ihrer Aufgaben (Art. 5 SLG) und zur Gewährleistung der rechtlichen Vorgaben – mittels Auflagen gewisse Rahmenbedingungen für die Angebotsbereitstellung durch die Gemeinden festlegen oder präzisieren. Zu den Bereichen, in denen die Gemeinden Leistungsangebote bereitstellen können, gehört unter anderem der Bereich Obdach und Wohnen (Art. 16 Abs. 1 i.V.m. Art. 33 Abs. 2 i.V.m. Art. 32 Abs. 1 Bst. f SLG).

Werden im Rahmen des Vollzugs des SLG von Gemeinden mit Dritten Leistungsverträge abgeschlossen, so haben diese sowohl die Vorgaben gemäss der Staatsbeitragsgesetzgebung² als auch gemäss Art. 17 SLG einzuhalten und namentlich sicherzustellen, dass geregelt ist, ob und unter welchen Bedingungen die Leistungen für die Leistungsempfängerinnen und Leistungsempfänger kostenpflichtig sind (Art. 17 SLG, der gemäss Vortrag zum SLG³, Seite 24, auch für die Gemeinden massgeblich ist).

Nach Art. 3 Abs. 1 der Verordnung über die sozialen Leistungsangebote (SLV)⁴ werden die von den Leistungserbringern erbrachten sozialen Leistungsangebote vom Kanton oder von den Gemeinden mit Beiträgen abgegolten. Die anrechenbaren Aufwendungen der Gemeinden im Bereich Obdach und Wohnen im Rahmen der Ermächtigung der zuständigen Stelle der GSI werden, soweit sie gemäss den gesetzlichen Vorschriften gewährt worden sind, dem Lastenausgleich Soziales zugeführt (Art. 120 Abs. 1 Bst. c SLG).

2. Beurteilung

2.1 Angebot

Die vorstehend unter Buchstabe A, Sachverhalt, genannten Angebote sind Angebote der Suchthilfe im Bereich Obdach und Wohnen gemäss Art. 32 Abs. 1 Bst. f SLG, welche die Gemeinden bereitstellen können (Art. 33 Abs. 2 SLG).

Die Gemeinde Bern als Gesuchstellerin kann die Kosten zur Abgeltung der vorstehend genannten Angebote im Bereich Obdach und Wohnen somit unter Einhaltung der im Dispositiv aufgeführten Auflagen dem Lastenausgleich zuführen, soweit sie mit dieser Verfügung im Rahmen der kantonalen

¹ Gesetz vom 9. März 2021 über die sozialen Leistungsangebote (SLG; BSG 860.2)

² Staatsbeitragsgesetz vom 16. September 1992 (StBG; BSG 641.1) und Staatsbeitragsverordnung vom 23. März 1994 (StBV; BSG 641.111)

³ Vortrag des Regierungsrats an den Grossen Rat zum Gesetz über die sozialen Leistungsangebote vom 22. April 2020

⁴ Verordnung vom 24. November 2021 über die sozialen Leistungsangebote (SLV; BSG 860.21)

Bedarfsplanung (Art. 4 und Art. 5 Abs. 1 Bst. b–d SLG) dazu ermächtigt wird (Art. 15 Abs. 1 Bst. d SLG; vgl. unten Ziff. 2.2–2.3).

Der Kanton Bern anerkennt den zusätzlichen Bedarf an Notschlafplätzen und sieht sich zuständig für die Bereitstellung von ausreichenden Notschlafplätzen für obdachlose Personen, die sich im Kanton Bern oder in der restlichen Schweiz aufhalten dürfen. Die Angebote sollen bei vorhandenem Bedarf bereitgestellt und bei ungenügender Nutzung angepasst oder aufgegeben werden.

Pluto – Notschlafstelle für junge Menschen befindet sich in der Abklärungsphase zum einen bezüglich eines Trägerschaftswechsels und zum anderen bezüglich der allfälligen Abrechnungsmöglichkeit nach KFSG⁵ bei minderjährigen Nutzenden. Sollten sich daraus zukünftig tiefere ungedeckte Kosten ergeben, kann die vorliegende Ermächtigung entsprechend angepasst werden.

2.2 Berechnung des ermächtigten Betrages

Der neue anrechenbare Höchstbetrag für das Jahr 2025 berechnet sich wie folgt: Bisher ermächtigter Betrag plus Lohnsummenwachstum 2025 plus zusätzlich bewilligte Auslagen gem. Kostenzusammenstellung auf den Seiten 1 und 2. Dies ergibt den maximalen Betrag von **CHF 5'009'423 für das Jahr 2025 (zuzüglich Lohnsummenwachstum auf dem bisher ermächtigten Betrag)** der zum Lastenausgleich zugelassen ist. Darüber hinausgehende Aufwendungen gehen zu Lasten der Gemeinde Bern.

Der neue anrechenbare Höchstbetrag ab dem Jahr 2026 berechnet sich wie folgt: Ermächtigter Betrag für das Jahr 2025 plus jährliches Lohnsummenwachstum plus zusätzlich bewilligte Auslagen gem. Kostenzusammenstellung auf den Seiten 1 und 2. Dies ergibt den maximalen Betrag von **CHF 5'569'568 (zuzüglich Lohnsummenwachstum) für die Jahre 2026 und 2027** der zum Lastenausgleich zugelassen ist. Darüber hinausgehende Aufwendungen gehen zu Lasten der Gemeinde Bern.

3. Gebühren

Die Ermächtigung für die Bereitstellung eines sozialen Leistungsangebots im Sinne von Art. 15 Abs. 2 Bst. d SLG ist gebührenfrei (Ziff. 3.3 des Anhangs 3A zur Gebührenverordnung⁶). Im vorliegenden Fall werden deshalb keine Verfahrenskosten erhoben.

C. Dispositiv

Gestützt auf die vorstehende Begründung wird

v e r f ü g t :

1. Die Gemeinde Bern wird ermächtigt, für die sozialen Leistungsangebote im Bereich Obdach und Wohnen Aufwendungen von maximal **CHF 5'009'423 für das Jahr 2025** (zuzüglich Lohnsummenwachstum 2025 auf dem bisher ermächtigten Betrag) und maximal **CHF 5'569'568** (zuzüglich Lohnsummenwachstum) **für die Jahre 2026 und 2027** dem Lastenausgleich zuzuführen. Die Gesamtkosten setzen sich dabei wie folgt zusammen:

Leistungserbringer	Betrag im Lastenausgleich 2025 in CHF (zuzüglich Lohnsummenwachstum 2025 auf dem bisher ermächtigten Betrag)
Stiftung Heilsarmee	2'379'043.00 (davon neu: 938'460.00)
BWD Albatros	432'063.00

⁵ Gesetz vom 3. Dezember 2020 über die Leistungen für Kinder mit besonderem Förder- und Schutzbedarf (KFSG; BSG 213.319)

⁶ Verordnung vom 22. Februar 1995 über die Gebühren der Kantonsverwaltung (Gebührenverordnung, GebV; BSG 154.21)

Verein Wohnen Bern	1'818'824.00
Verein rêves sûrs	379'493.00 (neu)

Leistungserbringer	Betrag im Lastenausgleich 2026 und 2027 in CHF (zuzüglich Lohnsummenwachstum)
Stiftung Heilsarmee	2'812'691.00
BWD Albatros	432'063.00
Verein Wohnen Bern	1'818'824.00
Verein rêves sûrs	505'990.00

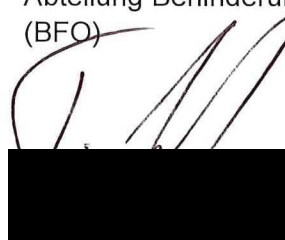
2. Die Ermächtigung gemäss Ziffer 1 erfolgt unter dem Vorbehalt der Einhaltung nachfolgender Auflagen:
 - 2.1. Die Gemeinde steuert die Leistungserbringenden und stellt damit sicher, dass die Angebote gemäss den eingereichten Gesuchsunterlagen und Konzepten der einzelnen Leistungserbringenden durchgeführt werden.
 - 2.2. Die Gemeinde ist für die Steuerung des Angebots und für die Überprüfung der den Leistungserbringenden vertraglich oder gesetzlich obliegenden qualitativen sowie finanziellen Vorgaben verantwortlich.
 - 2.3. Die Angebote stehen grundsätzlich allen Menschen offen, vorrangig jedoch Personen mit Wohnsitz im Kanton Bern, die bedürftig sind (unabhängig davon, ob sie effektiv wirtschaftliche Sozialhilfe in Anspruch nehmen). Ausserkantonale Personen sind die Vollkosten zu verrechnen. Menschen mit ausreichend Einkommen und/oder Vermögen bilden bei den Nutzerinnen und Nutzern die Ausnahme, für sie ist in der Tarifstruktur ein höherer Tarif vorzusehen als für Bedürftige.
 - 2.4. Zusätzliche Bestimmung für die Notschlafstellen Tiefenau und Pluto – Notschlafstelle für junge Menschen: Die Notunterkünfte stehen Menschen offen, die sich im Kanton Bern oder in der restlichen Schweiz aufhalten dürfen. Personen ohne Aufenthaltserlaubnis im Kanton Bern oder in der restlichen Schweiz dürfen grundsätzlich nicht im Rahmen des ermächtigten Betrags aufgenommen werden. Die Aufnahme betroffener Personen ist auf begründete Einzelfälle (beispielsweise in lebensbedrohlichen Situationen) und auf sehr kurze Aufenthalte von in der Regel einer Nacht zu beschränken. Entsprechende Daten müssen dem AIS im Rahmen des Fachreportings (Ziffer 2.5) offengelegt werden.
 - 2.5. Die Gemeinde erstattet dem AIS jährlich bis zum 31. März des Folgejahres Bericht über die Bereitstellung des Angebots mittels Einreichung des revisionstechnischen Kontrollblatts⁷ sowie des Fachreportings (gemäss dem von der GSI zur Verfügung gestellten Formular). Bei Bedarf werden dem Kanton weitere Informationen zur Verfügung gestellt.
 - 2.6. Das Angebot ist bedarfsgerecht. Die Auslastung des Angebotes wird im Reporting gemäss Ziffer 2.4 erfasst.
 - 2.7. Verschiebungen innerhalb des ermächtigten Gesamttotals während der laufenden Ermächtigungsperiode 2024–2027 kann die Gemeinde nur in begründeten Fällen und mit vorgängig schriftlich erteilter Zustimmung des AIS vornehmen. Diese Veränderungen können die Abgeltung von einzelnen Teilbeträgen für die Leistungserbringer oder auch einen effektiven Wechsel der Leistungserbringer betreffen.

⁷ Entspricht dem Blatt 8, «Obdach und Wohnen», des Excel-Files, das für die Abrechnung der lastenausgleichsberechtigten Aufwendungen und Erträge zu verwenden ist; abrufbar unter: <https://www.gsi.be.ch/de/start/themen/soziales/sozialhilfe/informationen-zur-sozialhilfe-fuer-gemeinden/abrechnung-lastenausgleich.html>

- 2.8. Im Bereich Obdach und Wohnen werden ausschliesslich die effektiven ungedeckten Gesamtkosten bis zum maximal ermächtigten Kostendach finanziert. Eine zusätzliche Bildung von finanziellen Reserven ist nicht zulässig, weder auf der Stufe der Gemeinde noch auf der Stufe des Leistungserbringers.
- 2.9. Mit den über den Lastenausgleich finanzierten Beiträgen dürfen ausschliesslich die laufenden Betriebskosten gedeckt werden. Allfällige Projektierungs- und Investitionskosten sind Sache der Gemeinde Bern oder der Leistungserbringer und können nicht dem Lastenausgleich zugeführt werden.
- 2.10. Rechnungslegungsstandard:
- Öffentlich-rechtliche Körperschaften, welche das harmonisierte Rechnungslegungsmodell (HRM2) anwenden, wenden weiterhin HRM2 an. Wenn die Leistungserbringung an einen Dritten ausgelagert und durch diesen erbracht wird, ist sicherzustellen, dass dieser Dritte die Standards von Swiss GAAP FER erfüllt oder es ist eine Ausnahme davon zu regeln, wobei mindestens die Bestimmungen des Obligationenrechts bezüglich Buchführung und Rechnungslegung anzuwenden sind.
3. Die lastenausgleichsberechtigten Aufwendungen werden jährlich der vom Regierungsrat beschlossenen Entwicklung der Gehälter des Kantonspersonals angepasst. Die vorliegende Ermächtigung steht unter dem Vorbehalt, dass der Rahmenkredit gemäss Art. 129 SLG vom Grossen Rat für das Jahr 2025 so beschlossen wird, wie er vom Regierungsrat beantragt wurde. Die Verfügung wird also erst wirksam, wenn der Grosse Rat den Rahmenkredit entsprechend beschlossen hat. Wird der Rahmenkredit vom Grossen Rat verändert, muss auf dieser Grundlage neu verfügt werden.
4. Die Abrechnung erfolgt ausschliesslich über die Gemeinde Bern. Die Ermächtigung gilt für die Dauer vom 1. Januar 2025 bis zum 31. Dezember 2027. Während der Geltungsdauer der Ermächtigung kann das AIS die Verfügung über die Lastenausgleichsberechtigung auf Beginn des neuen Jahres anpassen, wenn sich Änderungen aufgrund der finanziellen Rahmenbedingungen des Kantons (Budgethoheit des Grossen Rates) als notwendig erweisen.
5. Sofern die mit der Verfügung verbundenen Auflagen nicht eingehalten werden, schliesst das AIS die entsprechenden Aufwendungen der Gemeinde ganz oder teilweise vom Lastenausgleich aus.
6. Es werden keine Verfahrenskosten erhoben.

Freundliche Grüsse

Amt für Integration und Soziales
Abteilung Behinderung, Familie und Opferhilfe
(BFO)



Rechtsmittelbelehrung

Gegen diese Verfügung kann innert 30 Tagen seit Eröffnung bei der Gesundheits-, Sozial- und Integrationsdirektion des Kantons Bern Beschwerde erhoben werden. Die Beschwerdefrist kann nicht verlängert werden. Die Beschwerdeschrift ist im Doppel bei der Gesundheits-, Sozial- und Integrationsdirektion Rathausgasse 1, Postfach 3000 Bern 8 einzureichen. Sie muss (a) angeben, welche Entscheidung anstelle der angefochtenen Verfügung beantragt wird und (b) aus welchen Gründen diese andere Entscheidung verlangt wird sowie (c) die Unterschrift der beschwerdeführenden Partei oder der sie vertretenden Person enthalten. Der Beschwerdeschrift beizulegen sind die Beweismittel, soweit sie greifbar sind, und die angefochtene Verfügung (Art. 32 und 60 ff. des Gesetzes vom 23. Mai 1989 über die Verwaltungsrechtspflege [VRPG; BSG 155.21]).

Kopie

Stadt Bern, Familie & Quartier Stadt Bern, [REDACTED] Effingerstrasse 21, 3008 Bern



Gesundheits-, Sozial- und Integrationsdirektion
Amt für Integration und Soziales
Abteilung Soziale Einrichtungen und Assistenz

Rathausplatz 1
Postfach
3000 Bern 8
+41 31 633 78 11
info.ais.gsi@be.ch
www.be.ch/gsi

GSI-AIS, Rathausplatz 1, Postfach, 3000 Bern 8

EINSCHREIBEN
Stadt Biel
Direktion Soziales und Sicherheit
[REDACTED]
Direktorin
Zentralstrasse 60
2501 Biel

Unsere Referenz:
Ihre Referenz:

21. Dezember 2023

Ermächtigung für die Zulassung von Aufwendungen zum Lastenausgleich im Bereich Obdach/Wohnen

Sehr geehrte Damen und Herren

In oben genannter Angelegenheit ergibt sich aus den vorliegenden Akten Folgendes:

A. Sachverhalt

Mit der Eingabe vom 25. September 2023 stellen Sie das Gesuch, die Aufwendungen Ihrer Gemeinde für die Leistungsangebote des Bereiches Obdach und Wohnen (Art. 32 Abs. 1 Bst. f SLG) zum Lastenausgleich zuzulassen (Art. 120 Abs. 1 Bst. c SLG). Es handelt sich um folgende Angebote:

- Passantenheim Biel Heilsarmee
- Notschlafstelle Sleep-In
- Vagos Gassenküche / Obdachlosentreff
- Casanostra

Folgende Kennzahlen werden für die Finanzierung der Angebote geltend gemacht:

Kostenträger: Stadt Biel	Aufwendungen in CHF/Jahr (inkl. Lohnsummenwachstum 2024)
Beantragter Betrag im Lastenausgleich ab 2024	1'381'947.00

Die Kosten setzen sich wie folgt zusammen:

Leistungserbringer	Ermächtigter Betrag 2022 in CHF	Beantragter Betrag im Lastenausgleich ab 2024 in CHF (inkl. Lohnsummenwachstum 2024)
Passantenheim Biel Heilsarmee	354'816.00	429'383.00

Notschlafstelle Sleep-In	581'361.00	604'222.00
Vagos Gassenküche / Obdachlosentreff	119'996.00	124'715.00
Casanostra	215'166.00	223'627.00

Gegenüber den Vorjahren werden folgende Mehrkosten geltend gemacht:

Passantenheim Biel Heilsarmee: Die Mehrkosten werden unter anderem durch die dauerhafte Überbelegung der subventionierten Plätze in den letzten Jahren begründet und betragen jährlich CHF 60'614.00.

B. Begründung

1. Gesetzliche Grundlagen

Gemäss dem Gesetz über die sozialen Leistungsangebote (SLG)¹ stellen der Kanton und die Gemeinden soziale Leistungsangebote in Ergänzung zur privaten Initiative, zu Leistungen der Sozialversicherungen sowie zu anderen Leistungsformen nur soweit bereit und finanzieren sie, als dies zur Sicherstellung eines bedarfsgerechten Angebots nötig ist (Art. 4 SLG). Der Kanton steuert die erforderlichen sozialen Leistungsangebote (Art. 5 SLG). Die Gemeinden können soziale Leistungsangebote in Koordination mit dem Kanton in den gemeinsamen Zuständigkeitsbereichen erbringen (Art. 6 Abs. 1 Bst. b SLG). Nach Art. 15 Abs. 1 SLG stellt die kantonale Gesundheits-, Sozial- und Integrationsdirektion (GSI) im Rahmen der strategischen Vorgaben des Regierungsrates und der verfügbaren Mittel die erforderlichen sozialen Leistungsangebote bereit. Zu diesem Zweck kann die GSI auch Gemeinden zur Bereitstellung von sozialen Leistungsangeboten ermächtigen (Art. 15 Abs. 2 Bst. d SLG) und dabei – in Erfüllung ihrer Aufgaben (Art. 5 SLG) und zur Gewährleistung der rechtlichen Vorgaben – mittels Auflagen gewisse Rahmenbedingungen für die Angebotsbereitstellung durch die Gemeinden festlegen oder präzisieren. Zu den Bereichen, in denen die Gemeinden Leistungsangebote bereitstellen können, gehört unter anderem der Bereich Obdach und Wohnen (Art. 16 Abs. 1 SLG i.V.m. Art. 33 Abs. 2 SLG i.V.m. Art. 32 Abs. 1 Bst. f SLG).

Werden im Rahmen des Vollzugs des SLG von Gemeinden mit Dritten Leistungsverträge abgeschlossen, so haben diese sowohl die Vorgaben gemäss der Staatsbeitragsgesetzgebung² als auch gemäss Art. 17 SLG einzuhalten und namentlich sicherzustellen, dass geregelt ist, ob und unter welchen Bedingungen die Leistungen für die Leistungsempfängerinnen und Leistungsempfänger kostenpflichtig sind (Art. 17 SLG, der gemäss Vortrag zum SLG³, Seite 24, auch für die Gemeinden massgeblich ist).

Nach Art. 3 Abs. 1 der Verordnung über die sozialen Leistungsangebote (SLV)⁴ werden die von den Leistungserbringern erbrachten sozialen Leistungsangebote vom Kanton oder von den Gemeinden mit Beiträgen abgegolten. Die anrechenbaren Aufwendungen der Gemeinden im Bereich Obdach und Wohnen im Rahmen der Ermächtigung der zuständigen Stelle der GSI werden, soweit sie gemäss den gesetzlichen Vorschriften gewährt worden sind, dem Lastenausgleich Soziales zugeführt (Art. 120 Abs. 1 Bst. c SLG).

¹ Gesetz vom 9. März 2021 über die sozialen Leistungsangebote (SLG; BSG 860.2)

² Staatsbeitragsgesetz vom 16. September 1992 (StBG; BSG 641.1) und Staatsbeitragsverordnung vom 23. März 1994 (StBV; BSG 641.111)

³ Vortrag des Regierungsrats an den Grossen Rat zum Gesetz über die sozialen Leistungsangebote vom 22. April 2020

⁴ Verordnung vom 24. November 2021 über die sozialen Leistungsangebote (SLV; BSG 860.21)

2. Beurteilung

2.1 Angebot

Die vorstehend unter Buchstabe A, Sachverhalt, genannten Angebote sind Angebote der Suchthilfe im Bereich Obdach und Wohnen gemäss Art. 32 Abs. 1 Bst. f SLG, welche die Gemeinden bereitstellen können (Art. 33 Abs. 2 SLG).

Die Gemeinde Biel als Gesuchstellerin kann die Kosten zur Abgeltung der vorstehend genannten Angebote im Bereich Obdach/Wohnen somit unter Einhaltung der im Dispositiv aufgeführten Auflagen dem Lastenausgleich zuführen, soweit sie mit dieser Verfügung im Rahmen der kantonalen Bedarfsplanung (Art. 4 und Art. 5 Abs. 1 Bst. b–d SLG) dazu ermächtigt wird (Art. 15 Abs. 1 Bst. d SLG; vgl. unten Ziff. 2.2–2.3).

2.2 Berechnung des ermächtigten Betrages

Der anrechenbare Höchstbetrag pro Jahr berechnet sich wie folgt: Bisher ermächtigter Betrag plus Mehrkosten des Passantenheims Biel Heilsarmee im Rahmen von CHF 60'614.00 sowie Lohnsummenwachstum 2024. Dies ergibt den maximalen Beitrag von **CHF 1'381'947.00** (inkl. Lohnsummenwachstum 2024) pro Jahr. Kosten, welche CHF 1'381'947.00 pro Jahr überschreiten, gehen zu Lasten der Gemeinde Biel.

3. Gebühren

Die Ermächtigung für die Bereitstellung eines sozialen Leistungsangebots im Sinne von Art. 15 Abs. 2 Bst. d SLG ist gebührenfrei (Ziff. 3.3 des Anhangs 3A zur Gebührenverordnung⁵). Im vorliegenden Fall werden deshalb keine Verfahrenskosten erhoben.

C. Dispositiv

Gestützt auf die vorstehende Begründung wird

v e r f ü g t :

1. Die Gemeinde Biel wird ermächtigt, für die sozialen Leistungsangebote des Bereiches Obdach und Wohnen ungedeckte Gesamtkosten von jährlich maximal **CHF 1'381'947.00** (inkl. Lohnsummenwachstum 2024) dem Lastenausgleich zuzuführen. Die Gesamtkosten setzen sich dabei wie folgt zusammen:

Leistungserbringer	Beantragter Betrag im Lastenausgleich ab 2024 in CHF (inkl. Lohnsummenwachstum 2024 sowie zuzüglich Lohnsummenwachstum 2025 - 2027)
Passantenheim Biel Heilsarmee	429'383.00
Notschlafstelle Sleep-In	604'222.00
Vagos Gassenküche / Obdachlosentreff	124'715.00
Casanostra	223'627.00

2. Die Ermächtigung gemäss Ziffer 1 erfolgt unter dem Vorbehalt der Einhaltung nachfolgender Auflagen:

⁵Verordnung vom 22. Februar 1995 über die Gebühren der Kantonsverwaltung (Gebührenverordnung, GebV; BSG 154.21)

- 2.1. Die Gemeinde steuert die Leistungserbringer und stellt damit sicher, dass die Angebote gemäss den mit Eingabe vom 25. September 2023 eingereichten Gesuchsunterlagen und Konzepten der einzelnen Leistungserbringer durchgeführt werden.
- 2.2. Die Gemeinde ist für die Steuerung des Angebots und für die Überprüfung der den Leistungserbringern vertraglich oder gesetzlich obliegenden qualitativen sowie finanziellen Vorgaben verantwortlich.
- 2.3. Das Angebot steht grundsätzlich allen Menschen offen, vorrangig jedoch Personen mit Wohnsitz im Kanton Bern, die bedürftig sind (unabhängig davon, ob sie effektiv wirtschaftliche Sozialhilfe in Anspruch nehmen). Ausserkantonalen Personen sind die Vollkosten zu verrechnen. Menschen mit ausreichend Einkommen und/oder Vermögen bilden bei den Nutzerinnen und Nutzern die Ausnahme, für sie ist in der Tarifstruktur ein höherer Tarif vorzusehen, als für Bedürftige.
- 2.4. Die Gemeinde erstattet dem AIS jährlich bis zum 31. März des Folgejahres Bericht über die Bereitstellung des Angebots mittels Einreichung des revisionstechnischen Kontrollblatts⁶ sowie des Fachreportings (gemäss dem von der GSI zur Verfügung gestellten Formular). Bei Bedarf werden dem Kanton weitere Informationen zur Verfügung gestellt.
- 2.5. Das Angebot ist bedarfsgerecht. Die Auslastung des Angebotes wird im Reporting gemäss Ziffer 2.4 erfasst.
- 2.6. Verschiebungen innerhalb des ermächtigten Gesamttotals während der laufenden Ermächtigungsperiode 2024–2027 kann die Gemeinde nur in begründeten Fällen und mit vorgängig schriftlich erteilter Zustimmung des AIS vornehmen. Diese Veränderungen können die Abgeltung von einzelnen Teilbeträgen für die Leistungserbringer oder auch einen effektiven Wechsel der Leistungserbringer betreffen.
- 2.7. Im Bereich Obdach und Wohnen werden ausschliesslich die effektiven ungedeckten Gesamtkosten bis zum maximal ermächtigten Kostendach finanziert. Eine zusätzliche Bildung von finanziellen Reserven ist nicht zulässig, weder auf der Stufe der Gemeinde noch auf der Stufe des Leistungserbringers.
- 2.8. Mit den über den Lastenausgleich finanzierten Beiträgen dürfen ausschliesslich die laufenden Betriebskosten gedeckt werden. Allfällige Projektierungs- und Investitionskosten sind Sache der Gemeinde Biel oder der Leistungserbringer und können nicht dem Lastenausgleich zugeführt werden.
- 2.9. Rechnungslegungsstandard:
Öffentlich-rechtliche Körperschaften, welche das harmonisierte Rechnungslegungsmodell (HRM2) anwenden, wenden weiterhin HRM2 an.
Wenn die Leistungserbringung an einen Dritten ausgelagert und durch diesen erbracht wird, ist sicherzustellen, dass dieser Dritte die Standards von Swiss GAAP FER erfüllt oder es ist eine Ausnahme davon zu regeln, wobei mindestens die Bestimmungen des Obligationenrechts bezüglich Buchführung und Rechnungslegung anzuwenden sind.
3. Die lastenausgleichsberechtigten Aufwendungen werden jährlich der vom Regierungsrat beschlossenen Entwicklung der Gehälter des Kantonspersonals angepasst.
4. Die Abrechnung erfolgt ausschliesslich über die Gemeinde Biel. Die Ermächtigung gilt für die Dauer vom 1. Januar 2024 bis 31. Dezember 2027. Während der Geltungsdauer der Ermächtigung kann das AIS die Verfügung über die Lastenausgleichsberechtigung auf Beginn des neuen Jahres

⁶ Entspricht dem Blatt 8, «Obdach und Wohnen», des Excel-Files, das für die Abrechnung der lastenausgleichsberechtigten Aufwendungen und Erträge zu verwenden ist; abrufbar unter: <https://www.gsi.be.ch/de/start/themen/soziales/sozialhilfe/informationen-zur-sozialhilfe-fuer-gemeinden/abrechnung-lastenausgleich.html>

anpassen, wenn sich Änderungen aufgrund der finanziellen Rahmenbedingungen des Kantons (Budgethoheit des Grossen Rates) als notwendig erweisen.

5. Sofern die mit der Verfügung verbundenen Auflagen nicht eingehalten werden, schliesst das AIS die entsprechenden Aufwendungen der Gemeinde ganz oder teilweise vom Lastenausgleich aus.
6. Es werden keine Verfahrenskosten erhoben.

Freundliche Grüsse

Amt für Integration und Soziales
Abteilung Soziale Einrichtungen und Assistenz



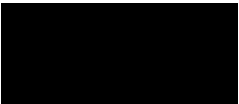
Rechtsmittelbelehrung

Gegen diese Verfügung kann innert 30 Tagen seit Eröffnung bei der Gesundheits-, Sozial- und Integrationsdirektion des Kantons Bern Beschwerde erhoben werden. Die Beschwerdefrist kann nicht verlängert werden. Die Beschwerdeschrift ist im Doppel bei der Gesundheits-, Sozial- und Integrationsdirektion Rathausgasse 1, Postfach 3000 Bern 8 einzureichen. Sie muss (a) angeben, welche Entscheidung anstelle der angefochtenen Verfügung beantragt wird und (b) aus welchen Gründen diese andere Entscheidung verlangt wird sowie (c) die Unterschrift der beschwerdeführenden Partei oder der sie vertretenden Person enthalten. Der Beschwerdeschrift beizulegen sind die Beweismittel, soweit sie greifbar sind, und die angefochtene Verfügung (Art. 32 und 60 ff. des Gesetzes vom 23. Mai 1989 über die Verwaltungsrechtspflege [VRPG; BSG 155.21]).



Gesundheits-, Sozial- und Integrationsdirektion
Amt für Integration und Soziales
Abteilung Soziale Einrichtungen und Assistenz

Rathausplatz 1
Postfach
3000 Bern 8
+41 31 633 78 11
info.ais.gsi@be.ch
www.be.ch/gsi



GSI-AIS, Rathausplatz 1, Postfach, 3000 Bern 8

EINSCHREIBEN
Stadt Thun
Direktion Sicherheit und Soziales
Hofstettenstrasse 14
Postfach 145
3602 Thun

21. Dezember 2023

Ermächtigung für die Zulassung von Aufwendungen zum Lastenausgleich im Bereich Obdach/Wohnen 2024 - 2027

Sehr geehrte Damen und Herren

In oben genannter Angelegenheit ergibt sich aus den vorliegenden Akten Folgendes:

A. Sachverhalt

Mit der Eingabe vom 18. Mai 2021 stellten Sie das Gesuch, die Aufwendungen Ihrer Gemeinde für die Leistungsangebote des Bereiches Obdach und Wohnen (Art. 32 Abs. 1 Bst. f SLG) zum Lastenausgleich zuzulassen (Art. 120 Abs. 1 Bst. c SLG). Wie mit E-Mail vom 17. Januar 2023 kommuniziert, wird der bereits ermächtigte Umfang fortgesetzt, ausser die LeistungsvertragspartnerInnen haben ein neues Angebot, welches in die Ermächtigung aufgenommen werden soll, was bei Ihnen nicht der Fall ist.

Es handelt sich um folgende Angebote:

- Verein Wohnhilfe Thun
- Passantenheim Thun Heilsarmee

Folgende Kennzahlen werden für die Finanzierung der Angebote geltend gemacht:

Kostenträger: Stadt Thun	Aufwendungen in CHF/Jahr (inkl. Lohnsummenwachstum 2024)
Beantragter Betrag im Lastenausgleich ab 2024	843'208.00

Die Kosten setzen sich wie folgt zusammen:

Leistungserbringer	Ermächtigter Betrag 2022 in CHF	Beantragter Betrag im Lastenausgleich ab 2024 in CHF (inkl. Lohnsummenwachstum 2024)
Verein Wohnhilfe Thun	602'719.00	626'420.00
Passantenheim Thun Heilsarmee	208'585.00	216'707.00

Gegenüber den Vorjahren werden keine Mehrkosten geltend gemacht.

B. Begründung

1. Gesetzliche Grundlagen

Gemäss dem Gesetz über die sozialen Leistungsangebote (SLG)¹ stellen der Kanton und die Gemeinden soziale Leistungsangebote in Ergänzung zur privaten Initiative, zu Leistungen der Sozialversicherungen sowie zu anderen Leistungsformen nur soweit bereit und finanzieren sie, als dies zur Sicherstellung eines bedarfsgerechten Angebots nötig ist (Art. 4 SLG). Der Kanton steuert die erforderlichen sozialen Leistungsangebote (Art. 5 SLG). Die Gemeinden können soziale Leistungsangebote in Koordination mit dem Kanton in den gemeinsamen Zuständigkeitsbereichen erbringen (Art. 6 Abs. 1 Bst. b SLG). Nach Art. 15 Abs. 1 SLG stellt die kantonale Gesundheits-, Sozial- und Integrationsdirektion (GSI) im Rahmen der strategischen Vorgaben des Regierungsrates und der verfügbaren Mittel die erforderlichen sozialen Leistungsangebote bereit. Zu diesem Zweck kann die GSI auch Gemeinden zur Bereitstellung von sozialen Leistungsangeboten ermächtigen (Art. 15 Abs. 2 Bst. d SLG) und dabei – in Erfüllung ihrer Aufgaben (Art. 5 SLG) und zur Gewährleistung der rechtlichen Vorgaben – mittels Auflagen gewisse Rahmenbedingungen für die Angebotsbereitstellung durch die Gemeinden festlegen oder präzisieren. Zu den Bereichen, in denen die Gemeinden Leistungsangebote bereitstellen können, gehört unter anderem der Bereich Obdach und Wohnen (Art. 16 Abs. 1 i.V.m. Art. 33 Abs. 2 i.V.m. Art. 32 Abs. 1 Bst. f SLG).

Werden im Rahmen des Vollzugs des SLG von Gemeinden mit Dritten Leistungsverträge abgeschlossen, so haben diese sowohl die Vorgaben gemäss der Staatsbeitragsgesetzgebung² als auch gemäss Art. 17 SLG einzuhalten und namentlich sicherzustellen, dass geregelt ist, ob und unter welchen Bedingungen die Leistungen für die Leistungsempfängerinnen und Leistungsempfänger kostenpflichtig sind (Art. 17 SLG, der gemäss Vortrag zum SLG³, Seite 24, auch für die Gemeinden massgeblich ist).

Nach Art. 3 Abs. 1 der Verordnung über die sozialen Leistungsangebote (SLV)⁴ werden die von den Leistungserbringern erbrachten sozialen Leistungsangebote vom Kanton oder von den Gemeinden mit Beiträgen abgegolten. Die anrechenbaren Aufwendungen der Gemeinden im Bereich Obdach und Wohnen im Rahmen der Ermächtigung der zuständigen Stelle der GSI werden, soweit sie gemäss den gesetzlichen Vorschriften gewährt worden sind, dem Lastenausgleich Soziales zugeführt (Art. 120 Abs. 1 Bst. c SLG).

¹ Gesetz vom 9. März 2021 über die sozialen Leistungsangebote (SLG; BSG 860.2)

² Staatsbeitragsgesetz vom 16. September 1992 (StBG; BSG 641.1) und Staatsbeitragsverordnung vom 23. März 1994 (StBV; BSG 641.111)

³ Vortrag des Regierungsrates an den Grossen Rat zum Gesetz über die sozialen Leistungsangebote vom 22. April 2020

⁴ Verordnung vom 24. November 2021 über die sozialen Leistungsangebote (SLV; BSG 860.21)

2. Beurteilung

2.1 Angebot

Die vorstehend unter Buchstabe A, Sachverhalt, genannten Angebote sind Angebote der Suchthilfe im Bereich Obdach und Wohnen gemäss Art. 32 Abs. 1 Bst. f SLG, welche die Gemeinden bereitstellen können (Art. 33 Abs. 2 SLG).

Die Gemeinde Thun als Gesuchstellerin kann die Kosten zur Abgeltung der vorstehend genannten Angebote im Bereich Obdach/Wohnen somit unter Einhaltung der im Dispositiv aufgeführten Auflagen dem Lastenausgleich zuführen, soweit sie mit dieser Verfügung im Rahmen der kantonalen Bedarfsplanung (Art. 4 und Art. 5 Abs. 1 Bst. b–d SLG) dazu ermächtigt wird (Art. 15 Abs. 1 Bst. d SLG; vgl. unten Ziff. 2.2–2.3).

2.2 Berechnung des ermächtigten Betrages

Der anrechenbare Höchstbetrag pro Jahr berechnet sich wie folgt: Bisher ermächtigter Betrag plus Lohnsummenwachstum 2024. Dies ergibt den maximalen Beitrag von **CHF 843'208.00** (inkl. Lohnsummenwachstum 2024) pro Jahr. Kosten, welche CHF 843'208.00 pro Jahr überschreiten, gehen zu Lasten der Gemeinde Thun.

Zeichnen sich innerhalb der Ermächtigungsperiode hinsichtlich der Verteilung der ermächtigten Gelder oder am Kostendach Änderungen ab, muss die Stadt Thun dem AIS ein neues Gesuch einreichen.

3. Gebühren

Die Ermächtigung für die Bereitstellung eines sozialen Leistungsangebots im Sinne von Art. 15 Abs. 2 Bst. d SLG ist gebührenfrei (Ziff. 3.3 des Anhangs 3A zur Gebührenverordnung⁵). Im vorliegenden Fall werden deshalb keine Verfahrenskosten erhoben.

C. Dispositiv

Gestützt auf die vorstehende Begründung wird

v e r f ü g t :

1. Die Gemeinde Thun wird ermächtigt, für die sozialen Leistungsangebote des Bereiches Obdach und Wohnen ungedeckte Gesamtkosten von jährlich maximal **CHF 843'208.00** (inkl. Lohnsummenwachstum 2024) dem Lastenausgleich zuzuführen. Die Gesamtkosten setzen sich dabei wie folgt zusammen:

Leistungserbringer	Beantragter Betrag im Lastenausgleich ab 2024 in CHF (inkl. Lohnsummenwachstum 2024 sowie zuzüglich Lohnsummenwachstum 2025-2027)
Verein Wohnhilfe Thun	626'420.00
Passantenheim Thun Heilsarmee	216'707.00

⁵ Verordnung vom 22. Februar 1995 über die Gebühren der Kantonsverwaltung (Gebührenverordnung, GebV; BSG 154.21)

2. Die Ermächtigung gemäss Ziffer 1 erfolgt unter dem Vorbehalt der Einhaltung nachfolgender Auflagen:
 - 2.1. Die Gemeinde steuert die Leistungserbringer und stellt damit sicher, dass die Angebote gemäss den mit Eingabe vom 18. Mai 2021 eingereichten Gesuchsunterlagen und Konzepten der einzelnen Leistungserbringer durchgeführt werden.
 - 2.2. Die Gemeinde ist für die Steuerung des Angebots und für die Überprüfung der den Leistungserbringern vertraglich oder gesetzlich obliegenden qualitativen sowie finanziellen Vorgaben verantwortlich.
 - 2.3. Das Angebot steht grundsätzlich allen Menschen offen, vorrangig jedoch Personen mit Wohnsitz im Kanton Bern, die bedürftig sind (unabhängig davon, ob sie effektiv wirtschaftliche Sozialhilfe in Anspruch nehmen). Ausserkantonale Personen sind die Vollkosten zu verrechnen. Menschen mit ausreichend Einkommen und/oder Vermögen bilden bei den Nutzerinnen und Nutzern die Ausnahme, für sie ist in der Tarifstruktur ein höherer Tarif vorzusehen, als für Bedürftige.
 - 2.4. Die Gemeinde erstattet dem AIS jährlich bis zum 31. März des Folgejahres Bericht über die Bereitstellung des Angebots mittels Einreichung des revisionstechnischen Kontrollblatts⁶ sowie des Fachreportings (gemäss dem von der GSI zur Verfügung gestellten Formular). Bei Bedarf werden dem Kanton weitere Informationen zur Verfügung gestellt.
 - 2.5. Das Angebot ist bedarfsgerecht. Die Auslastung des Angebotes wird im Reporting gemäss Ziffer 2.4 erfasst.
 - 2.6. Verschiebungen innerhalb des ermächtigten Gesamttotals während der laufenden Ermächtigungsperiode 2024–2027 kann die Gemeinde nur in begründeten Fällen und mit vorgängig schriftlich erteilter Zustimmung des AIS vornehmen. Diese Veränderungen können die Abgeltung von einzelnen Teilbeträgen für die Leistungserbringer oder auch einen effektiven Wechsel der Leistungserbringer betreffen.
 - 2.7. Im Bereich Obdach und Wohnen werden ausschliesslich die effektiven ungedeckten Gesamtkosten bis zum maximal ermächtigten Kostendach finanziert. Eine zusätzliche Bildung von finanziellen Reserven ist nicht zulässig, weder auf der Stufe der Gemeinde noch auf der Stufe des Leistungserbringers.
 - 2.8. Mit den über den Lastenausgleich finanzierten Beiträgen dürfen ausschliesslich die laufenden Betriebskosten gedeckt werden. Allfällige Projektierungs- und Investitionskosten sind Sache der Gemeinde Thun oder der Leistungserbringer und können nicht dem Lastenausgleich zugeführt werden.
 - 2.9. Rechnungslegungsstandard:
Öffentlich-rechtliche Körperschaften, welche das harmonisierte Rechnungslegungsmodell (HRM2) anwenden, wenden weiterhin HRM2 an.
Wenn die Leistungserbringung an einen Dritten ausgelagert und durch diesen erbracht wird, ist sicherzustellen, dass dieser Dritte die Standards von Swiss GAAP FER erfüllt oder es ist eine Ausnahme davon zu regeln, wobei mindestens die Bestimmungen des Obligationenrechts bezüglich Buchführung und Rechnungslegung anzuwenden sind.
3. Die lastenausgleichsberechtigten Aufwendungen werden jährlich der vom Regierungsrat beschlossenen Entwicklung der Gehälter des Kantonspersonals angepasst.

⁶ Entspricht dem Blatt 8, «Obdach und Wohnen», des Excel-Files, das für die Abrechnung der lastenausgleichsberechtigten Aufwendungen und Erträge zu verwenden ist; abrufbar unter: <https://www.gsi.be.ch/de/start/themen/soziales/sozialhilfe/informationen-zur-sozialhilfe-fuer-gemeinden/abrechnung-lastenausgleich.html>

4. Die Abrechnung erfolgt ausschliesslich über die Gemeinde Thun. Die Ermächtigung gilt für die Dauer vom 1. Januar 2024 bis 31. Dezember 2027. Während der Geltungsdauer der Ermächtigung kann das AIS die Verfügung über die Lastenausgleichsberechtigung auf Beginn des neuen Jahres anpassen, wenn sich Änderungen aufgrund der finanziellen Rahmenbedingungen des Kantons (Budgethoheit des Grossen Rates) als notwendig erweisen.
5. Sofern die mit der Verfügung verbundenen Auflagen nicht eingehalten werden, schliesst das AIS die entsprechenden Aufwendungen der Gemeinde ganz oder teilweise vom Lastenausgleich aus.
6. Es werden keine Verfahrenskosten erhoben.

Freundliche Grüsse

Amt für Integration und Soziales
Abteilung Soziale Einrichtungen und Assistenz



Rechtsmittelbelehrung

Gegen diese Verfügung kann innert 30 Tagen seit Eröffnung bei der Gesundheits-, Sozial- und Integrationsdirektion des Kantons Bern Beschwerde erhoben werden. Die Beschwerdefrist kann nicht verlängert werden. Die Beschwerdeschrift ist im Doppel bei der Gesundheits-, Sozial- und Integrationsdirektion Rathausgasse 1, Postfach 3000 Bern 8 einzureichen. Sie muss (a) angeben, welche Entscheidung anstelle der angefochtenen Verfügung beantragt wird und (b) aus welchen Gründen diese andere Entscheidung verlangt wird sowie (c) die Unterschrift der beschwerdeführenden Partei oder der sie vertretenden Person enthalten. Der Beschwerdeschrift beizulegen sind die Beweismittel, soweit sie greifbar sind, und die angefochtene Verfügung (Art. 32 und 60 ff. des Gesetzes vom 23. Mai 1989 über die Verwaltungsrechtspflege [VRPG; BSG 155.21]).